

# « **NON**, je ne regrette rien... »

## *Déclaration de la Coordination Communiste 59/62 après la Victoire au référendum du 29 mai 2005*

La Coordination Communiste s'était donné comme objectif à l'occasion du référendum sur le traité de constitution européenne de tout faire pour participer à la victoire du NON. Pour ce faire, elle a mené sa campagne propre, s'est engagée avec les autres groupes de la reconstruction communiste et dans les différents comités unitaires. Elle se félicite donc de la victoire, et de la part individuelle et collective qu'elle a pu y prendre.

**Cette victoire avec trois millions de voix d'avance sur le oui est celle des classes populaires et moyennes, le Non des ouvriers et des employés, des chômeurs et des agriculteurs majoritairement tournés vers des idées de résistance à la régression sociale, des idées de progrès social.**

Dans le Nord/Pas-de-Calais, la victoire est encore plus écrasante comme c'était déjà le cas lors du traité de Maastricht.

**Par ce vote massif, c'est aussi le bilan de 50 ans de construction européenne qui a été dénoncé.**

Le gouvernement, les partis gouvernementaux de droite et du P.S., les représentants des gouvernements européens et les technocrates de Bruxelles viennent de recevoir la sanction du peuple français et malgré leurs différentes déclarations politiciennes, ils savent ce que veut dire ce vote sanction, cette expression de la souveraineté populaire. Le 1<sup>er</sup> juin, les Pays-Bas ont à leur tour dit NON, dans des proportions plus importantes que prévues, et ce mouvement populaire enclenché en France pourrait même faire tâche d'huile au Luxembourg ! L'Union Européenne - ce cartel des capitalistes européens pour renforcer en commun l'exploitation des peuples dans une logique de rentabilité dans la concurrence mondiale - est ébranlée.

Chirac joue son dernier va-tout en nommant au gouvernement côte à côte tous les tenants du libéralisme que le peuple de France vient de rejeter. Le libéralisme est le même à Bruxelles qu'à Paris, il n'a qu'un seul unique objectif : la loi du marché, basée sur une concurrence « libre et non faussée ».

Si le gouvernement reste sourd à la sanction des urnes, il est temps de lui faire entendre la sanction de la rue. **2007, c'est trop loin c'est maintenant qu'il faut agir** et le changement ne se mesurera pas seulement au nombre de ministres non socialistes dans un nouvelle expérience de l'union de la gauche.

La campagne électorale exceptionnelle que nous venons tous de vivre a démontré la volonté d'une politique sociale et solidaire. Cette aspiration doit d'abord trouver une réponse à l'échelle de notre pays dans la satisfaction de nos revendications qu'il est urgent de rappeler au bon souvenir des patrons, des gouvernants et de la gauche gouvernementale. **Ils ne doivent pas nous confisquer notre victoire.**

Nous sommes impatients et nous ne voulons ni attendre 2007, ni attendre une hypothétique renégociation d'une nouvelle constitution européenne par ceux qui de droite comme de gauche défendaient la précédente.

**Nous défendons l'idée de maintenir les différents comités unitaires**, qui doivent faire entendre la voix du progrès social basé sur la satisfaction des revendications issues des luttes dans les entreprises et des mouvements sociaux. Le NON a été porté pas un rejet des politiques libérales de destruction de nos acquis sociaux. C'est un NON profondément anticapitaliste.

Le camp du NON, dans sa diversité, doit continuer à s'exprimer. Pour sa part, la Coordination Communiste considère nécessaire d'approfondir la critique de l'Union Européenne, qui n'est pas seulement un marché ouvert aux appétits capitalistes mais également **un bloc impérialiste en construction dont il faudra bien sortir, tôt ou tard**. L'insurrection démocratique du 29 mai est un pas vers cette émancipation des peuples de ce carcan impérialiste.

*Le 02 juin 2005*